

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Bulletin août 2009

Présentation des positions EMB à la commission de l'agriculture du Parlement européen

Le 14 juillet à Strasbourg, 1500 producteurs laitiers se sont rassemblés devant le Parlement européen nouvellement élu pour manifester aux politiques l'urgence qu'il y a à agir et pour leur proposer des solutions. Des producteurs laitiers français de l'Ouest de la France s'étaient déjà mis en route sur leurs tracteurs une semaine auparavant pour arriver à temps à Strasbourg. Certains d'entre eux avaient participé aux manifestations qui avaient rassemblé 1500 éleveurs en Bretagne et en Normandie. Ils sont nombreux à avoir affiché aux portes de leur exploitation une pancarte signalant « Ici bientôt grève et don du lait ». Cette manifestation de Strasbourg s'était soldée par l'invitation de l'EMB à une audition devant la commission de l'agriculture du nouveau Parlement européen qui a eu lieu de 21 juillet à Bruxelles.

On a ici entendu les représentants de tous les partis parler de la nécessité de réguler les volumes sur le marché laitier. Il faut selon leurs dires mieux exploiter les quotas existants. Un autre point s'avérant positif lors de cette séance de la commission de l'agriculture est le nombre important de voix qui à l'instar de l'EMB ont vivement critiqué la politique de la Commission européenne. Selon leur avis, il importe de renoncer aux différentes mesures telles que les restitutions à l'exportation et les mesures d'intervention. Ce qu'il faut, c'est une nouvelle politique agricole qui change de cap pour remettre au cœur des priorités une agriculture durable garantissant des prix aux producteurs rémunérateurs et la sécurité de l'approvisionnement.

Remettre des prix du lait équitables au centre des débats

Lors de cette réunion, Romuald Schaber avait à titre de président de l'European Milk Board exposé la position des producteurs laitiers en Europe. Il est prévu une réunion EMB avec les membres du Parlement européen afin de permettre à un nombre encore plus élevé de représentants de connaître les solutions que nous proposons pour sortir de la crise et assurer une production laitière européenne tournée vers l'avenir. L'expérience montre : en travaillant avec les responsables politiques, il faut tenir compte de deux points essentiels : ils doivent être informés à tous les niveaux possibles sur le thème des prix du lait équitables et se sentir sous la pression d'agir. Après signature du Traité de Lisbonne, le Parlement européen gagnera en influence sur la politique agricole. Il vaut la peine d'aborder ses membres et leurs collègues de parti dans tous les pays et circonscriptions.

L'époque de la sage concertation autour de la soupe au lait est révolue

Si le 7 septembre 2009, le pouvoir politique n'a engagé aucune mesure qui offre une perspective aux exploitations laitières européennes, les producteurs laitiers monteront aux barricades. Lors de l'assemblée des membres de l'EMB en Suisse, la volonté d'agir était très clairement palpable. Elle a entre-temps énormément gagné en ampleur et ce non seulement en France. L'époque est révolue où les producteurs laitiers européens mangeaient sagement leur soupe au lait dans leur coin et finissaient par fermer leur exploitation. Et cette évolution est une bonne évolution pour l'ensemble de la société car il lui est existentiel de garantir une production d'aliments sociale et écologique qui s'inscrive dans la durabilité.

Sonja Korspeter, EMB

« Ici bientôt grève et don du lait ! » Les producteurs laitiers français s'activent à préparer la grève du lait et à communiquer avec les consommateurs

Ces derniers mois, des représentants de l'APLI (Association des Producteurs de Lait Indépendants) et de l'OPL (Organisation des Producteurs de Lait) ont parlé avec près de 30 000 producteurs laitiers de France dans le cadre de séances d'information. A chaque réunion, un vote a eu lieu sur la disposition à participer à une grève du lait et 85% des éleveurs présents se sont déclarés prêts à ouvrir le robinet de leurs citernes de lait. Le site Internet de l'APLI est chaque jour consulté par un millier de visiteurs. Outre leurs réunions, les Français procèdent en gros comme leurs collègues européens l'année dernière : ils accrochent des banderoles sur leurs champs et dans leurs exploitations portant l'inscription : « Ici bientôt grève et don du lait ! » ([voir www.youtube.com/watch](http://www.youtube.com/watch)). Cela fait preuve de leur détermination et constitue un signal envoyé en faveur des consommateurs. Sur les marchés aussi, les producteurs laitiers de l'APLI sont présents et tiennent des stands où ils informent sur la situation des producteurs laitiers et distribuent gratuitement du lait. Des entreprises affichent chez elles des pancartes sur lesquelles elles manifestent leur solidarité avec les éleveurs. Tout autant de mesures annonciatrices de la grève du lait car les Français sont fermement déterminés à se battre pour leur avenir. La situation des exploitations françaises est en effet dramatique. Nombreuses sont les factures qui restent impayées. Les banques exercent une pression énorme. Les laiteries ont peur et ont déjà annoncé pour août et septembre des prix tournant autour de 30 centimes qu'en fait elles ne peuvent pas payer. Danone offre apparemment aux jeunes éleveurs des crédits exempts d'intérêts s'ils signent qu'ils ne participeront pas à la grève. À cela s'ajoute la contractualisation réclamée par les politiques et les laiteries qui pend sur la tête des éleveurs comme une épée de Damoclès. Il s'agit ici de contrats directs signés entre l'éleveur et la laiterie qui déterminent le volume de livraison sans pour autant en fixer le prix. « C'est de l'esclavage moderne qu'il faut empêcher à tout prix » commente Christian Manauthon, vice-président de l'APLI. Depuis l'Allemagne est exporté beaucoup de fromage en France en raison des prix aux producteurs qui sont encore plus bas.

Pascal Massol et Jean-Louis Naveau, les deux leaders du mouvement de protestation français des producteurs laitiers sont convaincus : « Cette année, c'est nous les Français qui commençons et nous obtiendrons ensemble avec nos collègues un nouveau système de la production laitière qui garantira un prix du lait rémunérateur en régulant l'offre à la demande du marché. Avec force et un pas après l'autre. »

Sonja Korspeter, EMB

La situation au Danemark

Comme dans les pays voisins européens, les frais de production des éleveurs danois sont loin d'être couverts par les prix payés aux producteurs. Pour combler ces trous financiers et pouvoir régler les factures, un grand nombre de producteurs laitiers ont pris des crédits qu'ils ont du mal à rembourser. Pour 2009, les paiements ont beau être encore assurés pour la majorité des exploitations laitières suite aux âpres négociations menées avec les banques, la solvabilité future reste en jeu en raison du bas niveau des prix payés aux producteurs. Actuellement, les investissements sont quasiment au point mort.

Christen Sivertsen, LDM

Pas de meilleures nouvelles d'Irlande

Le prix de lait moyen payé aux producteurs de lait irlandais en juin 2009 est de 20.5 centimes à 3,3% de mat. gras et 3,6% de mat. prot. En juin 2008 le prix a été à 32.2 centimes incluant la TVA (21.6 centimes maintenant), alors le prix est tombé de 33% depuis un an. Par conséquent la pression sur les producteurs est énorme, avec des factures non-payées

et de dettes de plus en plus importantes. La pression est d'autant plus forte que les producteurs ont dû faire des investissements massifs pour faire face aux demandes de mise aux normes concernant les nitrates et à cause du mauvais temps qui a fait augmenter les coûts. Les producteurs de lait irlandais n'ont pas la morale en ce moment et se posent beaucoup de questions sur leur future en agriculture et comment ils peuvent bien faire face aux dettes de plus en plus élevées.

John Enright, ICMSA

Détention de stocks en beurre et lait écrémé en poudre dans l'UE

Comme la Commission européenne l'a annoncé dans une déclaration de presse, environ 81 900 tonnes de beurre ont fait l'objet d'achats d'intervention de janvier à juillet de cette année. Cela représente environ 8 pour cent de la production de beurre du premier semestre. La Commission a également fait savoir qu'au-delà de la quantité maximale de 30 000 tonnes auxquelles s'applique un prix fixe, des offres ont été acceptées jusqu'à un prix maximal équivalent à 99,2 pour cent du prix de référence fixe de 2218 EUR/t.

Le pourcentage de lait écrémé en poudre qui a été ainsi acheté est encore plus élevé puisqu'il représente 231 000 tonnes et équivaut à environ 43,5 pour cent de la production européenne. Pour le lait écrémé qui, en raison du dépassement du volume limite de 109 000 tonnes, n'a pas été acheté au prix de référence fixe de 1698 EUR/t, les offres acceptées s'élevaient jusqu'à 98,9 pour cent du prix de référence.

Selon les informations de la Commission, le stock de beurre représente 1,1 % et le stock de lait écrémé en poudre environ 1,8 % de la production de lait de l'UE. (Commentaire du rapport de la Commission sur la situation du marché du lait européen en peu de temps sur le site internet de l'EMB)

Silvia Däberitz, EMB

Espagne : PROLEC critique le manque de réalisme de l'accord INLAC

Le 20 juillet, à Madrid, au Ministère de l'Environnement, du Milieu rural et marin, un accord a été signé au sein du consortium laitier espagnol INLAC regroupant des représentants de syndicats, de l'industrie, de l'administration et de la distribution. Cet accord fixe entre autres une recommandation selon laquelle jusqu'en décembre, le prix à payer aux producteurs laitiers espagnols devrait s'élever entre 0,30 et 0,31 euros le litre.

L'organisation des producteurs PROLEC se prononcent contre cet accord vu que l'industrie ne respectera vraisemblablement pas ces recommandations et que les frais de production actuels de 0,37 euros par litre dépassent de loin le prix recommandé. Elle demande à ce que le lait ne puisse être vendu au-dessous de son prix de production.

La Ministre allemande de l'agriculture Ilse Aigner voudrait entre-temps faire examiner si une recommandation de prix serait aussi possible en Allemagne. Il est douteux qu'en Allemagne les laiteries approuvent une telle recommandation.

Esther Lopera, PROLEC/ EMB

Les producteurs laitiers sont prêts à tout

Lors de l'assemblée générale des membres de l'EMB qui s'est tenue en juillet en Suisse, les fédérations issues de 14 différents pays ont débattu de la stratégie à engager contre la chute des prix du lait que les efforts politiques de libéralisation ne cessent d'encourager. Des représentants de Pologne et de la République tchèque étaient également présents. L'unanimité régnait sur la nécessité d'obtenir un cadre juridique permettant aux producteurs laitiers de prendre en charge la régulation des volumes. À la pierre historique de Kappel, « la pierre de la soupe au lait », une déclaration unanime a été faite où l'EMB annonçait sa volonté de défendre cet objectif dans les semaines et mois à venir en déployant toutes ses forces et en ayant recours à tous les moyens possibles. Il a été aussi clairement énoncé jusqu'où ces moyens pourraient aller : si les politiques se refusent à engager les réformes requises, une nouvelle grève du lait européenne sera inévitable.

En Europe, la situation des producteurs laitiers est catastrophique ; dans quasiment tous les pays, les prix sont tombés à 18-22 centimes d'euro, un niveau qui menace la vie de nombreuses exploitations. Les mesures présentées par les politiques telles que l'attribution de crédits à prix réduit ou l'anticipation des paiements directs ainsi que les restitutions aux exportations et l'interventionnisme ne sont pas à même de renverser la tendance sur le marché. Pour de nouveau

obtenir des prix rémunérateurs sur les produits laitiers et une production laitière durable, il faut instaurer un cadre politique qui permette de réguler la production laitière en fonction de la demande.

Une régulation des volumes qui marche n'est pas une utopie comme le montrent les représentants des producteurs laitiers canadiens (Dairy Farmers of Canada - DFC) qui avaient été invités à l'assemblée de l'EMB. Dans leur pays, c'est un système de régulation de la production qui garantit aux éleveurs un revenu équitable. Ce système reçoit le soutien du pouvoir politique, de l'industrie et des associations de consommateurs. (voir également l'interview de Marcel Groleau, le président des producteurs laitiers du Québec, site Internet de l'EMB)

Ajustement de l'offre aux besoins du marché

C'est cette direction qu'en Europe nous devons également prendre. Sans pour autant bien sûr avoir recours au même système. Mais il faut trois éléments fondamentaux qui permettent de garantir un équilibre des forces sur le marché laitier. En premier lieu, il faut une instance de contrôle qui non seulement suive de près l'offre et la demande sur le marché laitier mais aussi fasse régulièrement calculer les frais de la production laitière. C'est un prix payé aux producteurs rémunérateur qui doit servir de critère pour décider de recourir ou non aux différents instruments régulant l'offre. En second lieu, il faut un cadre juridique qui permette aux éleveurs de se regrouper à l'échelle des États membres et à l'échelle de l'UE. Pour que cette régulation de l'offre en fonction de la demande marche, il faut en troisième lieu fixer juridiquement une limitation des volumes qui s'applique à chaque producteur laitier.

Sonja Korspeter, EMB

Appel : grande manifestation des producteurs laitiers à Sempach (Suisse)

« Ce grand événement est baptisé « Soulèvement paysan », tel étant le titre de l'appel à la manifestation qui aura lieu en Suisse le 29 août :

« BIG-M, la SVP suisse et le BZS appellent les familles paysannes à manifester par leur présence ce jour-là à Sempach leur refus de soutenir la politique agricole engagée par le Ministère de l'agriculture. Des prix du lait bien en dessous des coûts de production n'apportent aucune solution ! Le libre échange agricole détruit dans le monde entier une production durable !

Nous réclamons ensemble des règles du jeu qui permettent des marchés locaux équitables. Pour pouvoir ajuster l'offre du lait à la demande, il nous faut une régulation des volumes qui soit soumise à une force obligatoire générale. Il ne doit plus être permis que certains producteurs ne respectent aucune disposition et anéantissent ainsi les efforts entrepris par tous ceux qui baissent leur production pour réduire les excédents ! C'est cette volonté que nous voulons manifester en participant à cette action !

Dans un grand nombre de cantons, les fédérations agricoles régionales aussi ont été chargées d'organiser les transports vers la manifestation. Venez avec toute la famille et amenez aussi vos voisins. Car il est aussi demandé aux consommateurs de se positionner pour une production alimentaire nationale qui s'inscrive dans la durabilité. Venez avec des banderoles arborant vos revendications.

Combativement vôtre

BIG-M

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-aout-2009.html>